

## Dialogue Pré-Tana Forum virtuel Régional Multipartite

Technologies émergentes et leur impact sur la paix et la sécurité en Afrique

14 Septembre 2021 | Conférence virtuelle (Zoom)

Rapport des conclusions



### 1. INTRODUCTION

La 10<sup>ème</sup> édition du Forum de Haut niveau de Tana sur la sécurité en Afrique se tiendra du 25 au 28 Novembre 2021 à Bahir Dar en format hybride sous le thème "**Gérer les menaces sécuritaires : Construire la résilience pour l'Afrique que nous voulons**". Dans cette optique, l'Institut pour les études de Paix et de Sécurité en tant que Secrétariat du Forum de Tana, a organisé conjointement avec la Mission du Japon auprès de l'Union africaine un forum virtuel multipartite pré-Tana sur le thème : "*Les technologies émergentes et leur impact sur la paix et la sécurité en Afrique*". La session virtuelle s'est tenue le 14 septembre 2021.

### 2. BACKGROUND

L'émergence des nouvelles technologies a créé de nouvelles opportunités dans les domaines de la paix et de la sécurité, notamment dans la prévention des conflits, les opérations de paix et la consolidation de la paix. Les nouvelles technologies ont rendu possible la collecte de données sur la criminalité et les conflits, améliorant ainsi l'efficacité de l'alerte précoce et de la réponse. Les opérations de paix peuvent désormais être mises en œuvre dans un environnement de menaces asymétriques et, la surveillance

et l'observation peuvent être effectuées plus efficacement grâce à ces progrès. De même, elles favorisent les efforts de consolidation de la paix jusqu'au niveau local. En outre, les changements technologiques ont toujours eu un impact sur les théâtres de guerre et de paix. Ces progrès s'accompagnent de l'utilisation de nouvelles technologies, telles que les drones et d'autres formes modernes de guerre hybride, qui posent leur propre série de nouveaux défis. Elles peuvent également avoir des effets négatifs, comme le danger que représente la militarisation des technologies émergentes, surtout si elles sont utilisées dans le contexte du terrorisme. En outre, les téléphones portables et l'Internet, en plus de renforcer la participation et l'autonomisation des citoyens, sont de plus en plus utilisés pour faciliter les conflits en servant de canaux de communication, en contrôlant la conviction du public, en sensibilisant aux nouvelles techniques de guerre, en documentant les renseignements et en s'attaquant aux cyber-attaques des extrémistes violents, du crime organisé et des gangs, etc.

À l'instar du reste du monde, les technologies émergentes ont une grande influence sur la sécurité et la stabilité des États africains. Entre autres, la diffusion rapide de l'internet sur le continent africain a été annoncée comme un moteur essentiel de la prospérité et un signe de l'arrivée à maturité technologique du continent. Néanmoins, l'avancée rapide de la technologie, en particulier de l'internet, en Afrique a ses propres inconvénients. En plus des avantages et des défis susmentionnés, alors que 82% des pays développés ont accès à l'internet dans les pays en développement, le pourcentage passe à 11 pour l'Afrique. Sans les infrastructures nécessaires, les gadgets, l'internet abordable, l'électricité fiable et les coûts inabornables, l'accès à l'internet à large bande restera hors de portée pour de nombreux Africains à faibles revenus vivant dans les zones rurales. Une telle fracture numérique pose sa propre question sur la gouvernance. En outre, l'absence de changements culturels et comportementaux en faveur d'une telle transformation, le manque de sensibilisation aux effets des TIC sur la paix et la sécurité et le manque de compétences et de soutien en matière de TIC rendent la tâche plus difficile.

Au fur et à mesure que les technologies progressent, leurs avantages et leurs inconvénients favorisent les domaines de coopération au niveau international, en renouvelant et en élargissant les partenariats existants. Cette opportunité représente également un défi pour les États membres et les institutions africaines, qui doivent déterminer et intégrer le rôle des nouvelles technologies dans leurs politiques, leurs travaux et leurs interactions avec leurs partenaires. Il s'agit d'une illustration exceptionnelle de l'harmonie entre tous les États africains sur la perception que la paix et la sécurité du continent dépendent audacieusement des nouvelles technologies telles que les technologies de l'information et de la communication (TIC) depuis que la dynamique de la paix et des conflits change rapidement. Ce résultat doit beaucoup à l'engagement de nombreux experts et hauts fonctionnaires de l'Union africaine (UA), des CER/MR, des États membres et des partenaires.

Un fait demeure crucial : l'héritage ultime de la révolution numérique sera déterminé non pas par la technologie, mais par la manière dont elle est utilisée. Les pays africains qui tirent parti des opportunités et limitent les risques inhérents aux technologies émergentes pourraient connaître une paix et une stabilité accrues. Pourtant, de

nombreux pays pourraient être laissés pour compte. Alors que le continent se remet de la pandémie du COVID-19, les dirigeants africains doivent choisir entre exploiter les technologies émergentes pour améliorer l'efficacité des gouvernements, accroître la transparence et favoriser l'inclusion, ou en faire un outil de répression, de division et de conflit. C'est dans ce contexte que le Secrétariat du Forum Tana, en partenariat avec la Mission du Japon auprès de l'Union africaine, organise ce pré-forum multipartite pour débattre et discuter de l'impact de la technologie sur la paix et la sécurité en Afrique.

### 3. RÉSULTATS ET POINTS À RETENIR

- L'utilité des technologies en termes de sécurité humaine est déjà connue et acceptée comme un fait accompli. De plus, le lien entre les technologies et la sécurité humaine en Afrique exige que nous soyons cyber compétents pour anticiper les catastrophes et toute autre menace, ainsi que pour renforcer la consolidation de la paix, le soutien à la paix, etc.
- Bien que les nouveaux développements technologiques soient importants pour l'humanité, il est nécessaire de mettre en place un cadre réglementaire coordonné pour atténuer leurs effets négatifs.
- L'Afrique a des besoins spécifiques en ce qui concerne le cadre juridique et réglementaire et l'intégration de ces technologies dans des contextes formels et informels. Bien que les progrès numériques tels que les médias sociaux aient apporté de nouvelles opportunités économiques, ils ont aussi, malheureusement, offert de nouvelles sources économiques aux groupes terroristes et autres acteurs non étatiques.
- Le rôle du Japon dans l'atténuation des menaces pour la sécurité en Afrique se manifeste par un soutien militaire timide et une forte coopération diplomatique par le biais de la TICAD et du NAPSA (version japonaise de la "solution africaine aux problèmes africains").
- Les contraintes du contexte africain actuel exigent et permettent aux acteurs clés et aux citoyens africains de :
  - ✓ Utiliser les technologies émergentes pour réduire la marginalisation et la pauvreté, et favoriser de nouvelles approches de gouvernance. Il convient d'en tenir compte lors de la diffusion des nouvelles technologies en Afrique, par exemple.
  - ✓ Améliorer les systèmes de mesure. Cela se manifesterait par la définition de nouvelles politiques dans des contextes externes et extérieurs.
  - ✓ Réguler les relations entre les pouvoirs internes et externes pour réduire les fractures intergénérationnelles grâce aux nouvelles technologies.
  - ✓ Être proactif dans l'apprentissage des nouvelles technologies pour prévenir les menaces à la sécurité et améliorer les moyens de subsistance des populations.

- ✓ Traiter de manière holistique les conflits en Afrique et renforcer la coopération entre les pays africains autour des questions liées aux technologies émergentes.
  
- L'Union africaine devrait jouer son rôle de "grande sœur/grand frère". L'UA doit intensifier le suivi de l'utilisation des technologies émergentes sur l'ensemble du continent, en collaboration avec les communautés économiques régionales (CER) et les mécanismes (MR).
  
- Les gouvernements africains, en particulier, doivent redéfinir leurs perceptions de la paix et de la sécurité du point de vue de leurs populations.
  
- De nombreux conflits éclatent en Afrique et les technologies émergentes peuvent contribuer à les atténuer, tout en favorisant la consolidation de la paix. Toutefois, leurs effets négatifs pourraient sérieusement menacer les efforts de paix sur le continent. Il est donc impératif d'utiliser une approche de gouvernance hybride qui allie méthodes traditionnelles et technologies émergentes.
  
- Les avantages des technologies émergentes ne se sont pas encore matérialisés en Afrique. Leur concrétisation sera le défi des prochaines années.
  
- Enfin, les réponses politiques aux technologies émergentes doivent être adaptées car elles sont uniques et spécifiques à chaque pays.

#### 4. COMPTE RENDU DE L'ACCUEIL ET DES REMARQUES D'OUVERTURE, DE LA SESSION 1, DE LA SESSION 2 ET DES REMARQUES DE CLÔTURE.

- **Mot de bienvenue et remarques de clôture**

Dr Yonas A. Adeto, Directeur de l'Institut d'études sur la paix et la sécurité de l'Université d'Addis-Abéba, a prononcé le discours d'ouverture. Le Dr Yonas a souligné les trois mots clés du thème du jour, à savoir "paix", "sécurité" et "technologies". Il a déclaré que l'utilité des technologies en termes de sécurité humaine est déjà connue et acceptée comme un fait établi. Il a également précisé que le lien entre les technologies et la sécurité humaine en Afrique exige que nous soyons instruits pour anticiper les catastrophes et toute autre menace, ainsi que pour renforcer la consolidation de la paix, le soutien à la paix, etc. M. Yonas a souligné l'actualité du sujet et a souhaité que les discussions qui auront lieu contribuent à promouvoir la paix et la sécurité mondiales et à établir une compréhension claire du lien entre la paix, la sécurité et les technologies. Il a chaleureusement salué la Mission du Japon auprès de l'Union africaine, le personnel de l'IPSS et l'ensemble de l'assistance avant d'ouvrir officiellement l'atelier conjoint. À sa suite S.E Horiuchi Toshiko, Ambassadeur du Japon auprès de l'Union africaine a pris la parole. Il a situé le sujet à l'aune du Forum de Tana et des contextes continentaux actuels. Il a affirmé que bien que les nouveaux développements technologiques soient importants pour

l'humanité, il est nécessaire de mettre en place un cadre réglementaire coordonné pour atténuer leurs effets négatifs. Dans ce cadre, le Japon entretient plusieurs partenariats en Afrique, notamment avec l'Union africaine. En outre, il a annoncé que le Japon organisera un sommet l'année prochaine en Tunisie dans le cadre de ses efforts visant à soutenir la sécurité humaine en Afrique.

### **Session 1: État des lieux des technologies émergentes en matière de paix et de sécurité en Afrique**

Dr Khabele Matlosa, ancien Directeur des Affaires politiques de la CUA et conseiller Programme au PNUD, a animé la première session. Il a chaleureusement salué et remercié les organisateurs ainsi que le public. Il a souligné l'opportunité et la pertinence de l'atelier du jour qui discutera des questions relatives aux technologies émergentes concernant la paix et la sécurité en Afrique. Dr. Matlosa a présenté les trois sous-thèmes de l'ordre du jour de la première session, et a indiqué l'ordre des présentations

Mme Olufunmilayo B. Arewa, Professeure de droit commercial et transactionnel à la *Temple University Beasley School of Law* de Philadelphie, a été la première intervenante de la session. Mme Arewa a fondé ses remarques sur l'un de ses livres qui sera publié dans le domaine des technologies émergentes dans les prochaines semaines. Ses recherches portent sur les entreprises, les nouvelles technologies et l'impératif de prendre en compte les besoins des communautés locales. Elle a précisé que son livre aborde également les nouvelles innovations en termes de technologie telles que la Blockchain, les médias sociaux, etc. À la question "Comment réguler les technologies émergentes ?" Elle affirme que l'Afrique a certains besoins spécifiques concernant le cadre réglementaire légal et l'incorporation de ces technologies dans des contextes formels et informels. Elle a également déclaré que les médias sociaux ont apporté de nouvelles opportunités économiques mais ont également permis de nouvelles sources économiques pour les groupes terroristes entre autres acteurs non étatiques.

Elle a terminé en définissant trois priorités qui sont les suivantes :

1. L'utilisation des technologies émergentes pour réduire la marginalisation et la pauvreté. Elle a noté que les technologies émergentes devraient entraîner de nouvelles approches de gouvernance. Cela devrait être pris en compte lors de la diffusion des nouvelles technologies en Afrique par exemple.
2. Améliorer les systèmes de mesure. Cela se manifesterait, selon elle, par la définition de nouvelles politiques dans des contextes externes et extérieurs.
3. Réguler les relations entre les pouvoirs internes et externes pour réduire les fractures intergénérationnelles grâce aux technologies émergentes.

M. Kataoka Sadaharu, Professeur à l'École d'études libérales internationales de l'Université de Waseda, au Japon, était le deuxième orateur invité. Il a axé sa présentation sur l'état de la paix et de la sécurité en Afrique et le rôle joué par le Japon pour atténuer les problèmes de sécurité en Afrique. Après avoir donné le ton (voir présentation), M. Kataoka a commencé son discours en soulignant les récents coups d'État en Afrique, en particulier en Afrique de l'Ouest et au Sahel, avec un accent particulier sur la



régionalisation de la crise malienne qui a affecté toute l'Afrique de l'Ouest/la région du Sahel depuis 2012. Il a également souligné les conflits locaux actuels dans la région du Liptako-Gourma (qui englobe le Mali, le Burkina Faso et le Niger) et le récent coup d'État qui a renversé le président Ibrahim Boubacar Keita (IBK) au Mali, ainsi que le rôle de la Russie dans le conflit en Afrique centrale. Il a déclaré que l'utilisation de technologies telles que l'intelligence artificielle a révélé la clé pour contrer les menaces à la sécurité dans certaines régions du monde, y compris les pays africains. Selon lui, le rôle du Japon se manifeste par un soutien militaire timide et une forte coopération diplomatique à travers la TICAD et la NAPSA (version japonaise de la "solution africaine aux problèmes africains"). Il a déclaré que le NAPSA vise en particulier à s'attaquer aux causes profondes des conflits et du terrorisme en Afrique. Selon lui, de nombreux conflits éclatent en Afrique et les technologies émergentes peuvent contribuer à les atténuer et à soutenir la consolidation de la paix. Il est donc impératif d'utiliser une approche de gouvernance hybride qui allie les méthodes traditionnelles et les technologies émergentes. M. Kataoka a terminé en soulignant le lien entre les groupes terroristes et les technologies émergentes, avant d'affirmer le fort soutien diplomatique et technique du Japon aux pays africains.

Mme Chioma Agwuegbo, Directrice exécutive de *TechHerNG* Abuja, Nigéria, était la troisième oratrice. Après avoir salué les organisateurs et le public, elle a abordé le sujet du jour d'un point de vue social. Comment les technologies émergentes peuvent-elles être utilisées pour améliorer la vie quotidienne des gens ? À cette question fondamentale, Mme Agwuegbo a répondu que l'utilisation de drones au Rwanda et l'utilisation de MPESA en Ouganda par exemple ont changé la donne dans la vie sociale de ces pays. Cependant, elle a mentionné que les technologies émergentes ont aggravé le banditisme et le terrorisme dans le monde entier et en particulier en Afrique. Elle a affirmé que l'héritage de la révolution numérique serait jugé en fonction de ses effets sur la vie des gens. En Afrique, il y a eu une utilisation abusive de l'intelligence artificielle (IA) pour manipuler la société par des moyens numériques tels que les médias sociaux. Mme Agwuegbo a déclaré que les Nations unies (Université), par exemple, ont souligné les conséquences négatives de l'utilisation abusive des technologies. Elle a ajouté que la guerre technologique peut se traduire de nombreuses façons et que les pays disposant de technologies avancées acquièrent automatiquement une sorte de pouvoir pour dominer ceux qui sont moins équipés.

Elle a finalement recommandé que:

1. Les citoyens africains, l'Union africaine et les pays devraient être proactifs dans l'apprentissage des technologies pour prévenir les menaces à la sécurité et améliorer les moyens de subsistance des populations.
2. Les conflits en Afrique doivent être traités de manière holistique par les principaux acteurs, notamment l'Union africaine et les Communautés économiques régionales (CER).
3. La coopération entre les pays africains devrait être renforcée autour des questions liées aux technologies émergentes.

4. L'Union africaine devrait jouer son rôle de "grande sœur/frère". L'UA devrait intensifier ses efforts pour surveiller l'utilisation des technologies émergentes.
5. Les gouvernements devraient redéfinir la paix et la sécurité du point de vue de leur population.

Les questions et réponses suivantes sont issues des échanges entre les panélistes, le modérateur et le public.

**Q1** : Ma question est la suivante : il existe plus de 15 nouvelles technologies émergentes de premier plan... par exemple l'intelligence artificielle, la 5G et l'Internet des objets, l'informatique sans serveur, l'informatique dématérialisé, la biométrie, les réalités augmentées et virtuelles, la robotique, le traitement du langage naturel, les chaînes de blocs, l'informatique quantique, l'analyse de données, la cyber sécurité, etc. lesquels de ces éléments ciblons-nous pour les opérations de paix et de sécurité et d'où partons-nous ?

**A1** : Il est d'abord important de définir les objectifs stratégiques internes et les contextes internes et externes, quelle que soit la technologie.

**Q2** : Quels plans et stratégies avons-nous mis en place pour intégrer ou insuffler ces solutions numériques de haute technologie dans les opérations de paix et de sécurité, en particulier pendant le déploiement, le combat, la collecte de renseignements et l'efficacité du maintien de la paix ?

**A2** : Il devrait exister une combinaison de toutes les technologies.

**Q3** : Les nouvelles technologies donnent la parole à tout le monde, avec de bonnes ou de mauvaises intentions. Tout le monde peut exprimer ce qu'il voit, entend et pense. Est-ce là le vrai problème ? Ou bien les dirigeants et les décideurs qui ont l'habitude de prendre des décisions à huis clos doivent-ils admettre qu'ils ne sont plus seuls, qu'ils doivent prendre en compte non seulement leurs idées mais aussi celles des autres acteurs ?

**A3** : La sécurité doit aller au-delà des frontières géographiques. Les organismes continentaux et régionaux devraient jouer leur rôle de régulateur et de leader pour faire face aux abus technologiques. L'Union africaine devrait y voir une nouvelle occasion de renégocier son approche numérique avec ses membres.

**Q4** : La technologie semble avoir beaucoup mieux contribué à l'engagement des citoyens (gouvernance) et beaucoup moins à la sécurité et au maintien de la paix en Afrique. Il serait très utile de connaître l'expérience du Japon en matière de paix, de sécurité et de gouvernance et de savoir quelles leçons/recommandations il peut faire pour améliorer l'utilisation de la technologie dans le domaine plus large de la paix et de la sécurité en Afrique.

**A4** : Le Japon a un soutien militaire très limité en Afrique. Cependant, le Japon a une relation diplomatique forte avec les pays et organismes africains par le biais de la NAPSA.

**Q5** : Question : Je suis intéressé de savoir comment ces technologies émergentes peuvent faciliter les communautés de base dans les processus et les interventions de consolidation de la paix. Quelles stratégies avons-nous pour rendre ces technologies accessibles et utilisables au niveau local ?

**A5** : Les technologies peuvent être utilisées pour mobiliser les gens sans qu'il y ait nécessairement un leader. La technologie est le chemin, pas le produit. Il est nécessaire de renforcer la conviction des gens dans l'utilisation des technologies émergentes.

**Q6** : Les centres de sécurité africains seront-ils disposés à partager des renseignements grâce aux progrès technologiques et numériques afin d'éviter de futurs coups d'État, l'instabilité, etc. Par exemple, en cas de piratage informatique au Nigeria ou au Ghana, le Togo sera-t-il disposé à contribuer au désamorçage ?

**A6** : Nous devons faire face à la réalité du pouvoir détenu par certaines entreprises (le scandale de Pegasus par exemple). Les technologies sont détenues par des entreprises basées pour la plupart dans la *Silicon Valley* qui ont un énorme pouvoir de décision.

**Q7** : Plutôt que la technologie ou en même temps que la technologie, comment pourrait-on relier les connaissances traditionnelles africaines à la technologie pour une paix et une sécurité durables en Afrique ? Existe-t-il une stratégie de l'UA ou venant des présentateurs ?

**A7**: Pas de réponses

**Q8** : Quel est le rôle des dirigeants dans le soutien de la technologie pour améliorer les moyens de subsistance de notre société et le taux d'alphabétisation numérique ? Le téléphone portable, en particulier, a un impact positif sur notre vie quotidienne.

**R8** : Les gouvernements devraient renforcer les capacités de leurs citoyens/communautés, d'un point de vue politique, car l'univers technologique est en constante évolution, afin de garantir la stabilité interne. Les États africains devraient réglementer l'utilisation des technologies pour contrer la propagande terroriste tout en utilisant les technologies émergentes pour construire des institutions fortes. Ils devraient également renforcer leurs capacités et définir des stratégies pour s'adapter à l'ère numérique émergente. Cela leur permettrait de saper les menaces sécuritaires et de réduire les écarts sociaux et économiques.

## **Session II: Gérer les menaces causées par les technologies émergentes**

Dr Baylie Damtie, vice-Chancelier de Kepler au Rwanda, était le modérateur de la deuxième session. Pour Dr Damtie, les technologies émergentes ont apporté de nouvelles perspectives dans le paysage de la paix et de la sécurité en Afrique en facilitant les interventions de développement et les opérations de soutien de la paix, entre autres. Il a ouvert la deuxième session après avoir présenté les experts participant au panel.

Dr Juliane Brach, spécialiste du développement économique, de la gestion du changement, de la technologie, de l'entrepreneuriat et des pays émergents, notamment



au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, a introduit la deuxième session en tant que première intervenante. Elle a affirmé d'emblée que les capacités technologiques sont des facteurs clés du développement futur de l'humanité, notamment en Afrique, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Cependant, selon son analyse, il existe peu d'études sur ces régions. Elle a ajouté que ces régions présentent deux séries de problèmes qui sont soit politiques, soit économiques. Les pays d'Afrique du Nord, par exemple, sont généralement des adeptes de la technologie. Au cours des 15 dernières années, a-t-elle dit, le paysage technologique n'a pas changé dans ces pays. Les avantages des technologies émergentes ne se sont pas encore matérialisés et seront le défi des prochaines années. Elle a affirmé qu'Internet et la plupart des technologies émergentes sont fortement contrôlés par les gouvernements au niveau interne. De plus, le Dr Brach a affirmé que, bien que l'Afrique du Nord ne représente qu'une petite partie de l'Afrique, la région reste stratégique car elle constitue un pont entre l'Afrique et l'Europe et toute mauvaise utilisation des technologies émergentes dans les pays d'Afrique du Nord pourrait affecter les deux continents. Les technologies émergentes sont vastes, comme l'a déclaré le Dr Brach. Pourtant, elle a mentionné qu'il existe un énorme fossé technologique dans les pays émergents qui doit être comblé par les décideurs et tous les acteurs concernés. Selon elle, la lutte contre les menaces technologiques émergentes nécessite un large éventail de capacités, d'éducation (préparation technologique) et une forte volonté politique. Elle a attiré l'attention sur les acteurs sociaux clés, tels que les Organisations de la société civile (OSC), qui devraient être prêts à soutenir les efforts visant à contrer les menaces technologiques. Le Dr Brach a conclu en disant que la menace la plus grave, au-delà des cyberattaques, est l'utilisation ambiguë des technologies émergentes contre les personnes.

Dr Nathaniel Allen, Professeur adjoint d'études de sécurité au Centre africain d'études stratégiques, a énuméré trois défis majeurs auxquels les pays africains sont confrontés et les a abordés dans sa présentation :

1. Le manque de sensibilisation parmi les dirigeants africains, qui devrait être remédié en profondeur par la coopération et l'éducation, de son point de vue.
2. L'incapacité à considérer la dépendance technologique ou la technologie comme un facteur de développement et de stabilisation. Il estime, par exemple, que l'utilisation de la technologie biométrique, entre autres, reste très faible pour enregistrer les données des populations et au sein des forces de sécurité.
3. L'incapacité à intégrer les technologies émergentes dans les approches de gouvernance. Il a clarifié ce point particulier en disant que les pays africains ont besoin d'une approche coordonnée et devraient définir de nouvelles stratégies pour gérer les technologies émergentes afin de faire face aux menaces techniques.

Dr Lemma Lessa, Professeur adjoint à l'école des sciences de l'information de l'Université d'Addis-Abéba (Éthiopie), était le troisième intervenant de la deuxième session. Dr. Lemma a introduit sa présentation en affirmant que les technologies facilitent la vie sociale quotidienne et apportent de nombreux autres avantages. Cependant, il a indiqué que la plupart des pays africains ne sont pas cyber-prêts. Selon ses observations, la majorité des gouvernements africains contrôlent fortement le cyberspace pour assurer

leur pouvoir plutôt que pour le bénéfice des citoyens. Selon lui, les acteurs gouvernementaux lancent souvent des attaques commanditées par l'État en utilisant les technologies émergentes. Il a ajouté que les pays africains manquent largement d'infrastructures TIC pour soutenir le développement des capacités numériques. Il a conclu en disant que les paradigmes de sécurité en Afrique devraient être redéfinis et adaptés à la nature changeante du cyber univers parmi les pays africains par le biais de la coopération.

Mme Zamanzima Mazibuko-Makena, chercheuse principale, économie du savoir et progrès scientifique à la faculté *Mapungubwe Institute for Strategic Reflection (MISTRA)*, Johannesburg, Afrique du Sud, a clôturé la série d'interventions en tant que quatrième oratrice. Elle a commencé son exposé en soulignant qu'une approche systémique est nécessaire pour comprendre les impacts des technologies émergentes dans nos sociétés. Selon elle, les réponses politiques aux technologies émergentes doivent être adaptées car elles sont uniques et spécifiques à chaque pays. Cependant, elle n'a pas omis de mentionner que la plupart des pays africains sont confrontés à des défis dans des domaines technologiques clés afin d'assurer un avenir numérique durable. En temps voulu, a-t-elle affirmé, les pays africains devraient faire des efforts supplémentaires pour améliorer les infrastructures et les capacités humaines afin de faciliter le déploiement des technologies émergentes. En outre, Mme Zamanzima a déclaré que l'environnement local devrait également être pris en compte lorsque les décideurs élaborent des cadres juridiques. Comme l'a démontré l'épidémie du Covid-19, la technologie permet une certaine continuité des emplois. Cependant, elle a noté que les technologies émergentes donnent l'occasion de diffuser des fausses nouvelles et des messages manipulés. Elle a conclu en notant que parmi les principaux défis auxquels sont confrontés les pays africains figure également l'insuffisance de données fiables.

À l'instar de la première session, les présentations ont été suivies d'une séance de questions-réponses modérée par le Dr Damtie. La substance des échanges est la suivante :

**Q1 :** Quelles sont les principales menaces posées par les technologies émergentes ?

**R1 :** Les menaces dépendent du point de vue que l'on adopte. Les médias sociaux sont considérés comme avantageux en général, mais lorsqu'il s'agit de manifestations par exemple, un gouvernement peut les voir comme une menace plutôt qu'un avantage.

**Q2 :** Existe-t-il une différence entre les pays africains en termes de développement des capacités humaines ?

**A2 :** Il existe un écart important entre les pays en termes de capacités techniques, de coordination interétatique, d'environnements favorables. Seuls 6 pays africains sont considérés comme des pays qui ont fait du bon travail.

**Q3 :** Quelles sont les conditions favorables aux technologies émergentes en Afrique, dans des contextes de conflit ou de paix ?

**A3** : Les conflits génèrent de l'argent. Sans aucun doute, si l'intérêt est de faire de l'argent, alors le conflit serait un contexte favorable. Cependant, la paix devrait être interne et initiée par les pays.

**Q4** : Dans quelle mesure l'Afrique doit-elle s'inquiéter lorsque certaines des nouvelles technologies, comme les drones armés, se retrouvent entre les mains d'acteurs non étatiques ou de groupes militants ?

**A4** : Les États africains devraient se préparer à faire face aux changements futurs des technologies, car elles deviennent plus sophistiquées et pourraient être utilisées intensivement par des acteurs non étatiques tels que des groupes rebelles ou terroristes.

**Q4** : Quelle est la principale conclusion à tirer en termes de création d'emplois ?

**A4** : Le potentiel des pays africains est inférieur à leur potentiel, il y a donc une marge énorme pour développer des capacités supplémentaires.

### **Remarques de clôture**

Mme Lettie T. Longwe, Directrice par intérim du Programme pour la paix et la sécurité en Afrique (APSP) à l'IPSS, a prononcé le discours de clôture. Elle a félicité tous les panélistes, les modérateurs, les participants ainsi que le public. Mme Lettie a poursuivi son discours en notant que les technologies émergentes peuvent contribuer à réduire l'écart entre l'alerte et la réponse tout en atténuant les menaces pour la sécurité en Afrique et dans le monde. Pour elle, les nouvelles technologies sont des instruments transversaux et présentent de nombreux avantages dans les domaines du soutien à la paix, au niveau communautaire, et des opérations de consolidation/support de la paix. Cependant, elle a remarqué que les technologies émergentes ont des effets négatifs, comme l'ont montré les messages manipulés diffusés sur les médias sociaux pendant la pandémie du covid-19. Elle a conclu en indiquant que les organismes continentaux et régionaux devraient placer les êtres humains au centre de leurs politiques visant à déployer et à gérer les technologies émergentes.